



Assemblée générale

Distr. générale
23 décembre 2004
Français
Original: anglais

Cinquante-neuvième session

Point 127 de l'ordre du jour

Financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo

Rapport sur l'exécution du budget de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–2	3
II. Exécution du mandat	3–6	3
III. Exécution du budget		31
A. Ressources financières		31
B. Autres recettes et ajustements		32
C. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome		32
D. Contributions non budgétisées		33
IV. Analyse des écarts	7–22	33
V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre	23	37



Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004.

La corrélation entre les dépenses de cet exercice et l'objectif de la Mission est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante (paix et sécurité en République démocratique du Congo, gouvernement de transition et élections, état de droit et droits de l'homme, dimension humaine d'une paix durable, appui).

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet au 30 juin.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écarts	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	250 287,1	262 734,7	(12 447,6)	(5,0)
Personnel civil	107 826,1	112 562,7	(4 736,6)	(4,4)
Dépenses opérationnelles	282 925,1	261 188,0	21 737,1	7,7
Montant brut	641 038,3	636 485,4	4 552,9	0,7
Recettes provenant des contributions du personnel	11 647,5	12 114,2	(466,7)	(4,0)
Montant net	629 390,8	624 371,2	5 019,6	0,8
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	2 274,0	2 345,8	(71,8)	(3,2)
Total	643 312,3	638 831,2	4 481,1	0,7

Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie	Postes approuvés ^a	Postes prévus (moyenne)	Postes effectivement pourvus	Taux de vacance
			(moyenne)	(pourcentage) ^b
Observateurs militaires	760	755	739	2,1
Contingents	10 040	9 245	9 187	0,6
Police civile	182	111	113	(1,4)
Personnel recruté sur le plan international	938	748	637	14,9
Personnel recruté sur le plan national	1 299	984	823	16,4
Volontaire des Nations Unies	419	321	285	11,3

^a Effectif autorisé le plus élevé.

^b Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes approuvés, mois par mois.

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont présentées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004 a été initialement présenté dans un rapport du Secrétaire général en date du 19 décembre 2002 (A/57/683 et Add.1) et ultérieurement révisé dans un autre rapport du Secrétaire général daté du 19 septembre 2003 (A/58/381). Il s'élevait à un montant brut de 677 312 300 dollars (montant net : 661 771 300 dollars), non compris des contributions volontaires en nature, budgétisées, d'un montant de 2 274 000 dollars. Il couvrait le déploiement de 10 040 membres de contingents, 760 observateurs militaires, 182 membres de la police civile, 938 fonctionnaires internationaux, 1 299 agents recrutés dans le pays, dont 25 administrateurs, et 419 Volontaires des Nations Unies.

2. Sur la base de la recommandation faite par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires aux paragraphes 5 et 55 respectivement de ses rapports datés du 9 mai 2003 (A/57/772/Add.10) et du 20 octobre 2003 (A/58/447 et Corr.1), l'Assemblée générale, dans ses résolutions 57/335 du 18 juin 2003 et 58/259 A du 23 décembre 2003, a ouvert un crédit d'un montant brut total de 641 038 300 dollars (montant net : 629 390 800 dollars) au titre du fonctionnement de la Mission pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004. Ce montant a été mis en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

3. Le mandat de la MONUC a été défini par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1291 (2000) du 24 février 2000. Pour la période considérée, son mandat a été défini par le Conseil dans sa résolution 1493 (2003) du 28 juillet 2003.

4. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales dans la région.

5. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après. Ceux-ci présentent les réalisations et les produits par composante (paix et sécurité en République démocratique du Congo, gouvernement de transition et élections, état de droit et droits de l'homme, dimension humaine d'une paix durable, appui).

6. L'exercice 2003/04 est le premier pour lequel la Mission a pu évaluer ses résultats sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. Le présent rapport met en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

Composante 1 : paix et sécurité en République démocratique du Congo

Réalisation escomptée 1.1 : progrès sur la voie d'une stabilisation de la situation en matière de sécurité en République démocratique du Congo	
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Réduction du nombre de civils se trouvant sous la menace imminente de violences physiques	Le nombre de civils se trouvant sous la menace imminente de violences physiques dans la province de Maniema, dans le Nord-Katanga, dans le Nord et le Sud-Kivu et dans la Province orientale a notablement diminué, le conflit armé ayant pratiquement cessé entre les belligérants. Des exactions ont continué d'être commises dans le Nord-Kivu par les ex-Forces armées rwandaises (FAR)/Interahamwe et des individus armés se sont livrés à des activités criminelles. En mai-juin, la crise de Bukavu s'est traduite par quelque 30 000 nouveaux déplacés et 30 000 nouveaux réfugiés, principalement dans le Nord et le Sud-Kivu et dans le Nord-Katanga
Cessation des violations des accords de cessez-le-feu par les belligérants	Stabilisation des violations des accords de cessez-le-feu par les belligérants jusqu'au mois de juin, date à laquelle la tension entre les factions a monté, en particulier dans les Kivu, du fait de l'instabilité créée par la rébellion de Nkunda, et dans l'est de la Province orientale, où un accord de cessez-le-feu n'a pas été respecté
Sécurité des déplacements du personnel des Nations Unies; pleine protection des agents civils et humanitaires se trouvant sous la menace imminente de violences physiques dans l'ensemble de la République démocratique du Congo	Situation généralement sûre, sauf en mai-juin, lorsque tous les travailleurs humanitaires et nombre de fonctionnaires des Nations Unies qui se trouvaient dans l'est de la République démocratique du Congo ont été évacués à Kisangani, Lubumbashi et Kinshasa. Au cours de la même période, 40 bases d'opération ont été évacuées; les observateurs militaires en provenance de toutes les bases d'opération où l'ONU n'assurait aucune protection ont été redéployés avec succès dans des zones sûres
Absence de troupes gouvernementales étrangères en République démocratique du Congo	Absence de troupes gouvernementales étrangères en grand nombre ou en unités constituées, en République démocratique du Congo. On a continué de signaler l'infiltration en petits nombres de militaires rwandais à travers les frontières poreuses et très étendues de la République démocratique du Congo. Tous les efforts ont été faits pour confirmer la présence ou l'absence de soldats
Diminution du nombre de victimes de mines et de restes explosifs de guerre	41 victimes de l'explosion de mines et autres explosifs

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Modification du concept d'opération des contingents et observateurs militaires, notamment en ce qui concerne la protection des civils se trouvant en situation de danger imminent, et transformation d'une force statique regroupant 1 700 hommes en une force opérationnelle solide	Oui	Mise en œuvre d'un concept d'opération fondé sur un effectif autorisé de 10 800 hommes
120 000 jours de patrouilles effectuées par le groupement tactique 1 (4 compagnies x 150 hommes x 200 jours de patrouilles par homme et par an), toutes les compagnies étant capables de communiquer en anglais, en français, en swahili et en kinyarwanda	120 000	Exigences linguistiques satisfaites au moyen d'interprètes
Reconstitution du bataillon de réserve de la Mission (900 hommes) à Kisangani	Non	Le bataillon de réserve de la Mission a servi à renforcer la brigade de l'Ituri puis à constituer la nouvelle brigade des Kivu en mai. Deux réserves de la taille d'une compagnie avaient été reconstituées mais toutes les deux ont dû être déployées à Bukavu et à Kinshasa. La MONUC ne disposait alors plus d'aucune autre force pour reconstituer la réserve de la Mission
Quatre déploiements d'une force de réaction rapide de la taille d'une compagnie (200 hommes) dans n'importe quelle zone de la République démocratique du Congo	6	En outre, deux compagnies ont été déployées de Bunia à Bukavu et à Kinshasa, respectivement
10 160 heures de vol [85 heures de vol pour chacun des 14 hélicoptères militaires (4 de combat et 10 de manœuvre)] pour le déploiement et l'extraction des patrouilles à pied, les patrouilles, les évacuations sanitaires primaires, la défense du personnel et des installations et le transport de matériel	4 274	heures, 4 hélicoptères de combat et 10 de manœuvre Nombre plus faible que prévu du fait des dispositions de la lettre d'attribution prévoyant une moyenne de 40 heures de vol par mois et en raison d'autres contraintes opérationnelles (déploiements de contingents) découlant de la situation en matière de sécurité

Déploiement d'observateurs militaires dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri, y compris dans les ports, aéroports, terrains d'aviation, bases militaires et postes frontière, pour des missions de liaison, de reconnaissance, d'observation ou de formation, la réalisation d'enquêtes sur les violations du cessez-le-feu et des patrouilles dans la limite des ressources disponibles	Oui	Cinq équipes dans le Nord-Kivu, 11 équipes dans le Sud-Kivu et 9 équipes dans l'Ituri
Fonctionnement 24 heures sur 24 des centres communs d'opérations au quartier général de la MONUC à	Oui	
Kinshasa et aux 6 états-majors de secteur de la MONUC		
7 560 jours de patrouille et d'escorte fluviale (avec en moyenne 9 pousseurs x 7 hommes x 120 jours par pousseur) et d'escorte terrestre pour appuyer les activités de désarmement, démobilisation, rapatriement, réinstallation et réinsertion (DDRRR) et de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR), d'observation militaire, d'assistance militaire et de défense des droits de l'homme; toutes les patrouilles sont capables de communiquer en anglais, en français, en swahili et en kinyarwanda	6 391	Nombre moindre que prévu (moyenne de 7 pousseurs x 11 hommes x 73 jours par pousseur) en raison de la fermeture du port de la MONUC en décembre 2003, des problèmes de sécurité que posait l'accès aux péniches situées ailleurs et d'une réduction du nombre de pousseurs/barges. Exigences linguistiques satisfaites au moyen d'interprètes
Mise en place d'un dispositif de protection permettant d'accueillir dans des installations des Nations Unies jusqu'à 25 000 civils en danger	Oui	La MONUC a empêché des attaques hostiles par des personnes armées contre des camps de personnes déplacées, notamment contre le camp de Bunia qui abritait 13 850 personnes, et dans les zones où ses forces étaient déployées; 1 200 civils évacués et 4 000 environ protégés dans des installations de l'ONU à Bukavu et plus de 200 civils protégés à Kalemie, en mai-juin
Tenue de réunions avec l'ensemble des parties en vue d'éliminer l'utilisation de mines antipersonnel	3	

Relevés de terrain et enlèvement de mines antipersonnel et munitions non explosées sur 1 000 kilomètres de route et 12 mètres carrés de terrain par le centre de coordination de la lutte antimines de la MONUC; coordination des opérations de déminage et sensibilisation de la population	97	kilomètres de route déminés à Bunia/Beni (la capacité que la MONUC s'était assurée par contrat ne pouvait excéder une moyenne de 100/150 kilomètres de route par an)
	195 513	mètres carrés de terrain déminés et ayant fait l'objet d'un relevé Coordination des démineurs et, en deux endroits, sensibilisation aux dangers que présentent localement les mines

Réalisation escomptée 1.2 : stabilisation militaire de l'Ituri		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Cessation des combats dans l'Ituri	Combats dans l'Ituri sensiblement réduits par rapport à la période 2002/03	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Relève, le 15 septembre 2003 au plus tard, de la Force multinationale intérimaire d'urgence à Bunia par les principaux éléments du groupement tactique 2	Oui	La Force multinationale intérimaire d'urgence s'était entièrement retirée de Bunia à la date du 15 septembre 2003
Déploiement à Bunia, dans l'Ituri, du groupement tactique 2, de la taille d'une brigade, avec création, à l'extérieur de Bunia, à un maximum de huit bases pour des compagnies de 200 hommes chacune, toutes capables de communiquer en anglais, en français, en swahili et en kinyarwanda	Oui	Le groupement tactique 2 a été déployé à Bunia, dans l'Ituri, avec sept bases pour des compagnies de 200 hommes chacune en dehors de Bunia et une section chargée d'assurer des gardes, à Kessenye. Les exigences linguistiques ont été satisfaites au moyen d'interprètes
Création dans l'ensemble de l'Ituri de postes de contrôle (jusqu'à 40 x 10 hommes chacun) (jusqu'à 4 par compagnie x 8 compagnies, et jusqu'à 8 pour Bunia), toutes les compagnies étant capables de communiquer en anglais, en français, en swahili et en kinyarwanda	34	Exigences linguistiques satisfaites au moyen d'interprètes. La brigade de l'Ituri n'avait pas déployé de compagnie dans tous les lieux prévus

Réalisation escomptée 1.3 : progrès en matière de règlement des conflits locaux		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Réduction du nombre et de l'intensité des conflits locaux confirmée par la diminution du nombre de cas de massacres, d'affrontements, d'enlèvements, de viols et autres actes de violence; début du retour des personnes déplacées et des réfugiés	Objectif réalisé dans plusieurs régions, y compris dans les zones de l'Ituri où a été déployé du personnel militaire de la MONUC. Les principales exceptions ont été les Kivu, le Nord-Katanga et la province de Maniema	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Initiatives quotidiennes de gestion des conflits (recours aux bons offices, contacts quotidiens avec les belligérants et la société civile, présentation de propositions concernant les mécanismes de réconciliation) par 35 spécialistes en 12 lieux	Oui	20 spécialistes en 12 lieux. Les 35 spécialistes prévus n'étaient pas tous disponibles par suite de retards de recrutement
Fourniture des services de sécurité et d'appui éventuellement nécessaires pour les réunions sensibles d'acteurs locaux clefs	Oui	Services assurés dans 4 à 5 bureaux de la MONUC une à trois fois par semaine
Tenue de réunions de coordination bihebdomadaires en 12 lieux avec les autorités de transition, les acteurs politiques internationaux et les partenaires des Nations Unies en vue d'obtenir un appui politique et financier pour les initiatives de paix locales	Oui	Réunions tenues une fois par semaine en sept lieux et deux à trois fois par semaine en deux lieux
Mise en œuvre de 66 projets à effet rapide visant à appuyer le règlement des conflits au niveau local	22	Un total de 88 projets ont été approuvés; 66 projets restants en sont à un stade avancé d'exécution

Réalisation escomptée 1.4 : progrès en matière de désarmement, démobilisation et rapatriement des groupes armés étrangers en République démocratique du Congo dans le cadre du programme de désarmement, démobilisation, rapatriement, réinstallation et réinsertion		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Réduction du nombre de combattants étrangers non gouvernementaux en République démocratique du Congo	Réduction du nombre de combattants étrangers non gouvernementaux et membres de leurs familles en République démocratique du Congo [d'après des données vérifiables sur les opérations de rapatriement (statistiques gouvernementales, et rapports et statistiques internes)]	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Réalisation de 50 études sur le terrain dans les langues locales en vue de sensibiliser et de préparer les groupes de combattants étrangers aux activités de désarmement, démobilisation, rapatriement, réinstallation et réinsertion	57	Des efforts ont été entrepris pour recenser les enfants soldats
Création de six zones temporaires de rassemblement et contrôle de la situation en matière de sécurité	6	
Désarmement et rapatriement volontaires de 4 000 combattants étrangers; enregistrement et destruction de toutes leurs armes	6 406	Combattants, dont 3 156 combattants rwandais et ougandais, et 3 250 combattants burundais rapatriés d'eux-mêmes
	2 531	Membres des familles des combattants
Tenue de réunions de coordination hebdomadaires avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUD), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM) et d'autres organismes	50	

Production et diffusion de 50 programmes radiophoniques dans des langues locales, élaboration et distribution de 100 000 brochures dans les langues locales et organisation de 12 réunions d'information à l'intention des journalistes pour appuyer les opérations de désarmement, démobilisation, rapatriement, réinstallation et réinsertion	50 100 000 12	Programmes radiophoniques Brochures Réunions avec les médias
---	---------------------	--

Réalisation escomptée 1.5 : progrès en matière de désarmement et de démobilisation des combattants congolais en République démocratique du Congo		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Mise en place par le Gouvernement de la République démocratique du Congo d'un programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion avec l'appui du PNUD	Objectif atteint. Le programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion a été adopté en mars et lancé fin juin; il commencera à être exécuté en octobre 2004	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Mise au point, en consultation étroite avec le gouvernement de transition, le PNUD et l'UNICEF, du concept d'opérations concernant les activités de désarmement, démobilisation et réinsertion réalisé par la MONUC à l'intention des combattants congolais, notamment des enfants soldats	Oui	La MONUC a aidé le Gouvernement de la République démocratique du Congo à planifier l'opération en vue de son exécution en collaboration étroite avec les autres partenaires
Désarmement de 5 000 combattants congolais en vue de leur participation à des programmes de démobilisation	Non	En raison de retard dans la mise à exécution d'un programme national de désarmement, une opération de désarmement, démobilisation et réinsertion regroupant la MONUC, le PNUD et le Gouvernement de la République démocratique du Congo a été menée à bien en avril et mai; cette opération a permis de désarmer 535 combattants mai-mai et d'en enregistrer 498 autres à Kindu 1 700 enfants associés à des groupes armés ont été libérés depuis octobre

Tenue de réunions de coordination hebdomadaires avec le PNUD, l'UNICEF et d'autres partenaires s'occupant du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion des enfants soldats	52	
---	----	--

Réalisation escomptée 1.6 : progrès en matière de normalisation des relations entre la République démocratique du Congo et les États voisins, en particulier le Rwanda et l'Ouganda	
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Cessation des activités illégales d'appui aux groupes armés en République démocratique du Congo et diffusion d'informations sur les mouvements d'armes par les acteurs nationaux et internationaux	<p>L'appui illégal à des groupes armés en République démocratique du Congo s'est poursuivi faute de moyens suffisants dans les domaines suivants : ressources militaires, collecte de renseignements et compétences spécialisées en matière d'analyse du trafic d'armes</p> <p>Le déploiement militaire de la MONUC et la collecte d'informations ont eu un effet dissuasif temporaire dans l'Ituri et à Beni</p> <p>Les renseignements provenant d'acteurs nationaux et internationaux sur les mouvements illicites d'armes ont été transmis au groupe d'experts créé par le Secrétaire général en application de la résolution 1533 (2004) du Conseil de sécurité</p>
Échanges de vues réguliers entre la République démocratique du Congo et les États voisins	<p>Progrès réalisé : minisommet au Siège de l'ONU et signature des principes sur les relations de bon voisinage et la coopération par la République démocratique du Congo, le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi</p> <p>Visites du Ministre de la coopération régionale de la République démocratique du Congo à Kampala et à Kigali et visite du Ministre des affaires étrangères du Rwanda à Kinshasa</p> <p>Minisommet du Mécanisme de vérification par une tierce partie, auquel ont participé la République démocratique du Congo, l'Afrique du Sud et l'Union africaine, sur l'application de l'Accord de Pretoria</p> <p>Création des comités nationaux de préparation de la conférence des Grands Lacs par la République démocratique du Congo, le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi et réunions préparatoires en vue de la conférence; trois réunions du mécanisme de vérification Ouganda-République démocratique du Congo; et au moins deux réunions de préparation entre les pays de la région des Grands Lacs</p>

	<p>Dans le cadre de la crise dans les Kivus, visite à Kigali du Ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo pour préparer la réunion des chefs d'État de la République démocratique du Congo et du Rwanda</p> <p>Le dialogue a été freiné par la dégradation des relations Rwanda-République démocratique du Congo; les tensions plus ou moins fortes entre le Rwanda et l'Ouganda; la répercussion des tensions et de la confrontation armée dans les Kivus et, d'une manière générale, l'absence de progrès vers la normalisation des relations entre les États de la région des Grands Lacs et les retards dans la tenue de la conférence des Grands Lacs</p>	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Présentation de 25 rapports au mécanisme de contrôle sur les mouvements d'armes vers la République démocratique du Congo	7	Nombre moindre que prévu en raison de la priorité donnée à la gestion et la prévention des crises dans les Kivus. Les observateurs militaires de la MONUC ont continué de rassembler des informations dans leurs zones de déploiement et celles-ci ont été transmises au groupe d'experts
Tenue de 20 réunions avec de hauts responsables régionaux chargés des relations bilatérales	20	Réunions dans les États de la région des Grands Lacs En outre, réunions au cours du sommet du Mécanisme de vérification par une tierce partie à Pretoria, réunions préparatoires de la conférence des Grands Lacs et minisommet au Siège de l'ONU; 25 réunions avec le Ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo, à Kinshasa, au moins 1 réunion par semaine à Kigali et 2 réunions par mois à Kampala, 3 réunions avec de hauts responsables sud-africains.
Liaisons quotidiennes au niveau opérationnel à Kigali, Kampala et Pretoria sur les questions relatives à la République démocratique du Congo	Oui	

Facilitation de sommets trimestriels au niveau sous-régional	Non	Minisommet au Siège de l'ONU en septembre 2003. Aucun autre sommet ne s'est tenu en raison d'un manque de volonté politique de la part des parties intéressées, mais 3 réunions conjointes de haut niveau et 12 réunions préparatoires ont eu lieu entre les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et les Forces de défense populaire de l'Ouganda (FDPU) en vue de vérifier la présence de groupes armés le long de la frontière entre les deux pays.
--	-----	---

Composante 2 : Gouvernement de transition et élections

Réalisation escomptée 2.1 : progrès en matière de mise en place et de fonctionnement du gouvernement de transition	
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Entrée en fonction du gouvernement de transition, qui procède notamment à la réforme des forces armées	Les vice-présidents ont pris leurs fonctions le 17 juillet et le parlement a ouvert sa première session au mois d'août. Les chefs d'état-major de l'armée intégrée ont été désignés en août, puis les commandants régionaux. La loi sur l'armée et la défense a été votée par l'Assemblée nationale en juin et est en instance d'être adoptée. La structure nationale devant superviser l'intégration militaire a été mise en place et la première brigade intégrée des Forces armées de la RDC a reçu un entraînement. Des progrès ont été faits dans le processus de désarmement, démobilisation et réinsertion avec la nomination des chefs de la Commission nationale de désarmement, démobilisation et réinsertion (CONADER) en mars et avec le lancement du programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion. De nouvelles administrations provinciales ont été nommées en mai
Réunion à Kinshasa des dirigeants du gouvernement de transition sans incidents sur le plan de la sécurité et création d'une unité de police intégrée	Les dirigeants politiques de la transition se sont réunis à Kinshasa malgré des incidents mineurs sur le plan de la sécurité. L'unité de police intégrée n'a pas été créée du fait de retards opérationnels rencontrés par l'Union européenne. Les préparations initiales ont commencé, y compris la remise en état d'un centre de formation

Adoption d'une loi électorale nationale, début des travaux de la Commission électorale et publication d'un calendrier électoral	La Commission électorale indépendante a commencé ses travaux en août, notamment en vue de l'adoption de la loi électorale nationale; la feuille de route électorale a été distribuée en octobre et le budget des élections adopté en mai; une réunion des donateurs s'est tenue en juin et la loi organique portant création de la Commission électorale indépendante a été promulguée	
Élargissement de l'autorité de l'Administration intérimaire de l'Ituri à l'ensemble de l'Ituri; début de l'intégration politique de l'Ituri aux structures nationales; mobilisation de financements internationaux à l'appui de l'Administration intérimaire de l'Ituri	Avec la nomination officielle de l'administration de district par le gouvernement de transition en juin, l'Administration intérimaire de l'Ituri a cessé d'exister. Des fonds internationaux ont été reçus pour aider à financer l'Administration intérimaire de l'Ituri	
Reprise du trafic commercial sans assistance sur le fleuve Congo	Le trafic commercial sans assistance a repris depuis Kinshasa jusqu'à Kisangani	
Début de la mise en place des services nationaux de douane et de police des frontières	La mise en place du service national des douanes et de la police des frontières a été retardée; il faut d'abord que le gouvernement de transition mette en place le cadre juridique voulu	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Réunions hebdomadaires du Comité international d'accompagnement de la transition convoquées par le Représentant spécial du Secrétaire général	52	
Liaisons quotidiennes avec les dirigeants politiques, y compris le Président, les 4 vice-présidents, les membres du Conseil des ministres (61 ministres et vice-ministres), les membres du parlement, ainsi que les représentants de la société civile et de 11 administrations provinciales	Oui	

Présentation de rapports hebdomadaires au Comité international d'accompagnement de la transition, notamment de documents d'orientation et de recommandations sur toutes les questions liées à la transition, et présentation régulière au Conseil de sécurité de comptes rendus et informations mises à jour sur la base du suivi quotidien et de l'analyse des progrès réalisés par le gouvernement de transition	6	Nombre moindre que prévu car les rapports et notes établis à l'intention du Comité international d'accompagnement de la transition l'ont été à l'occasion de questions soulevées ou de manifestations. Un concours a par ailleurs été apporté à trois importants rapports sur les droits de l'homme présentés au Conseil de sécurité
Production et diffusion de programmes radiophoniques quotidiens dans cinq langues; organisation de réunions d'information hebdomadaires à l'intention des journalistes et production d'une publication mensuelle; production d'un bulletin bihebdomadaire, d'une lettre d'actualité hebdomadaire et d'une publication trimestrielle dans quatre langues nationales; formation de 50 journalistes locaux; entrée en activité d'un studio de radio supplémentaire et de quatre relais radio pour appuyer le processus de transition	Oui	1 000 heures de diffusion de nouvelles et 500 heures de diffusion de programmes radiophoniques à l'appui du processus de paix; 48 conférences de presse; 50 stagiaires de l'Institut national des communications et des sciences des médias formés à Radio Okapi La sortie de publications trimestrielles en quatre langues a été repoussée du fait de retards dans le recrutement
Tenue de 100 réunions entre la MONUC, les organismes des Nations Unies et les acteurs nationaux et internationaux intéressés en vue de faciliter la coordination internationale sur les questions de fond relatives à la transition	100	
Tenue de réunions mensuelles de sensibilisation à la situation des femmes avec les dirigeants de la transition et la société civile et organisation de quatre ateliers de renforcement des capacités en vue de faire participer davantage les femmes au processus de paix, à l'organisation des élections et à la prise de décisions	10	Réunions Aucun atelier n'a été organisé car il a fallu mener des campagnes nationales dans les 11 régions et à Kinshasa
Rédaction de 5 rapports officiels et de 12 comptes rendus à l'intention des membres du Conseil de sécurité	5 12	Rapports Comptes rendus

Sécurité statique assurée en permanence sur 6 sites par 140 hommes, assistés quotidiennement par 85 hommes appartenant à 4 forces de réaction rapide; 12 patrouilles mobiles de 10 hommes et 4 patrouilles d'escorte de 30 hommes effectuées quotidiennement dans la zone de sécurité à Kinshasa	Oui	En raison de besoins accrus, une sécurité statique permanente a été assurée en permanence dans 8 sites par 450 hommes, assistés quotidiennement par 120 hommes appartenant à 6 forces de réaction rapide; 30 patrouilles mobiles de 12 hommes et 20 patrouilles d'escorte de 15 hommes effectuées quotidiennement
210 patrouilles mobiles communes effectuées avec les agents de police congolais et tenue de réunions quotidiennes avec la police locale	Non	Aucune patrouille commune n'a été effectuée avec des agents de police congolais en raison du retard pris dans la création de l'unité de police intégrée. Assistance quotidienne à la police locale du fait d'une recrudescence des incidents, en particulier pendant les hostilités contre la MONUC.
Construction, équipement et entretien par la MONUC du centre des opérations de sécurité commun et offre de conseils techniques à 19 unités de police locale	Oui 13	Conseils aux unités de police locales. Nombre moindre que prévu car 6 unités de police locales n'étaient pas complètement opérationnelles
Aide à la création d'une unité de police intégrée à Kinshasa et formation d'un maximum de 1 200 membres du personnel de cette unité	Oui	La MONUC a aidé les planificateurs à définir le cadre juridique et le programme de formation de l'unité de police intégrée. Un agent de liaison de la police civile a été détaché à titre permanent auprès du centre de formation tenu par l'Union européenne
	Non	Aucun agent n'a été formé en raison de retards opérationnels de la part de l'Union européenne
Mise en place d'un dispositif coordonné de planification des élections, notamment pour la mobilisation de fonds, et maintien de liaisons avec les partenaires locaux et internationaux	Oui	Liaison établie avec des partenaires locaux et internationaux par le biais des réunions hebdomadaires du comité technique de la communauté internationale à l'appui des élections
Création de centres de coordination pour les élections dans les 11 capitales de province et d'autres centres fortement peuplés	Non	Création repoussée à août/septembre 2004 en raison de retards dans l'adoption de la loi organique portant création de la Commission électorale indépendante et dans la nomination des membres de la Commission

Formation de 200 agents de la force intérimaire de police de l'Ituri	151	Nombre moindre que prévu, 49 membres n'ayant pu être formés du fait qu'ils se trouvaient dans des zones contrôlées par les rebelles
Tenue de 6 réunions avec le gouvernement de transition sur l'intégration politique de l'Ituri	6	Le retard dans le processus de réintégration de l'Ituri a fait qu'un plus grand nombre de réunions ont été tenues au niveau opérationnel
Organisation de 20 réunions de coordination sur la mobilisation des ressources, apport d'un appui quotidien à l'Administration de l'Ituri sous forme de conseils en matière de planification et d'assistance technique	44	Réunions hebdomadaires
Tenue de 4 réunions entre les représentants du Mouvement pour la libération du Congo, du Rassemblement congolais pour la démocratie-Goma, du Gouvernement et de la Fédération des entrepreneurs congolais	4	En outre, coordination d'une visite de 3 semaines à Kinshasa d'une délégation commune de la Fédération des entreprises congolaises des Kivu en vue de contribuer à promouvoir la réunification économique et la stabilité
En application des recommandations faites par le Groupe d'experts des Nations Unies sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo, organisation de 10 réunions avec les autorités nationales pour les aider à créer un service national des douanes et une police des frontières.	5	Réunions avec des hauts responsables de la police des frontières La réforme des douanes nationales a été enrayée par la lenteur des processus de transition. Le service national des douanes a été créé bien que les autorités de transition n'aient pas adopté le cadre juridique voulu. Toutefois, les bureaux des douanes n'ont pas été réunifiés dans l'ensemble du pays au sein d'une administration centrale du fait de retards dans la nomination d'un nouveau directeur national (nomination recommandée par les accords concernant le partage des pouvoirs conclus dans le cadre de l'Accord global et inclusif)

Composante 3 : état de droit et droits de l'homme

Réalisation escomptée 3.1 : renforcement de l'état de droit et du respect des droits de l'homme en République démocratique du Congo, y compris notamment grâce à la réalisation d'enquêtes sur les violations des droits de l'homme et à la réparation de ces violations		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Réforme des organes chargés de promouvoir la primauté du droit en République démocratique du Congo, y compris la police et les institutions judiciaires et pénitentiaires	Séminaire concernant la réforme de la police organisé à la mi-août, enquêtes menées et patrouilles effectuées par la force de police intérimaire en Ituri	
Mise en place de structures nationales de protection des droits de l'homme, notamment adoption de lois et réalisation de réformes institutionnelles mettant l'accent sur les droits des femmes et des enfants	Reprise des travaux des organes judiciaires en Ituri, réouverture de la prison de Bunia et participation de la société civile à un atelier national relatif à l'Observatoire national des droits de l'homme	
Le gouvernement de transition effectue des enquêtes sur les violations des droits de l'homme, traduit en justice leurs auteurs, fournit des informations sur les résultats des enquêtes internationales et procès criminels en matière des droits de l'homme et autorise l'accès à ces résultats	Des poursuites ont été engagées dans 627 affaires à Bunia; le tribunal de Bunia a jugé 28 affaires; les organisations non gouvernementales locales s'occupant des droits de l'homme ont renvoyé régulièrement des affaires de violations des droits de l'homme aux bureaux des procureurs dans 12 villes de province, 24 missions sur le terrain ont été autorisées à intervenir à l'appui des structures judiciaires nationales et des tribunaux militaires saisis de l'affaire concernant les violences sexuelles commises dans le village de Songo Mboyo et les pillages qui y ont eu lieu	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Création d'un groupe international d'étude sur l'état de droit, composé de donateurs bilatéraux de plusieurs pays, de programmes et institutions des Nations Unies et de la MONUC; tenue de 12 réunions	Non	Les consultations préliminaires ont eu lieu avec les partenaires congolais (Ministères de la justice, de la défense et de l'intérieur) ainsi qu'avec les partenaires internationaux qui appuyaient la création d'un groupe international chargé de cordonner l'activité concernant l'état de droit et les initiatives en matière juridique

Réalisation de 23 missions d'évaluation en vue de la réforme des systèmes judiciaire et pénitentiaire et de la police, et de l'examen des questions liées à la protection de l'enfance, et apport d'un appui logistique en la matière	17	<p>Une mission d'évaluation de grande ampleur couvrant tout le pays, menée par l'Union européenne, concernant la réforme des systèmes judiciaire et pénitentiaire et de la police</p> <p>Par suite de la lenteur des procédures d'autorisation de l'administration congolaise et des délais qu'elles ont entraînés, seules 16 missions d'évaluation de la police et de la police des frontières ont été entreprises</p>
Orientation et formation de 750 agents de police à Bunia et de 1 500 agents de police dans des zones sensibles sur le plan politique ayant besoin d'une assistance d'urgence	527	<p>Le nombre inférieur de produits réalisés s'explique par le fait que l'autorité de l'État ne s'exerce pas dans certains endroits en Ituri. Les conditions de sécurité dans la région, du fait des crises armées répétées, du manque de fonds pour la réhabilitation et de l'absence de centres de formation, auxquelles se sont ajoutés les retards apportés à la mise sur pied de la police ont fait obstacle à la formation</p>
En collaboration avec le Haut Commissariat aux droits de l'homme, coordination de l'aide fournie par les donateurs et prestation de services de formation et d'une assistance en matière de droits de l'homme à l'Observatoire national, à la Commission Vérité et réconciliation et aux organisations locales de défense des droits de l'homme	Oui	<p>Des conseils d'experts ont été fournis en vue de la préparation et de la tenue d'un atelier national sur l'Observatoire national des droits de l'homme</p> <p>La MONUC a co-organisé la consultation nationale sur la Commission Vérité et réconciliation qui a réuni 125 participants, et en vue de laquelle elle a fourni des avis d'experts et apporté un appui sous la forme d'un projet de financement à effet rapide</p> <p>150 exposés ont été présentés à l'occasion des séminaires de formation à l'intention des organisations non gouvernementales</p>
Formation de l'ensemble des membres de l'Observatoire intérimaire des droits de l'homme en Ituri	Oui	<p>4 ateliers sur les droits de l'homme et les questions concernant l'intégration de la femme et sur la préparation des projets ont été organisés</p>

En coordination avec les organismes de protection de l'enfance, tenue de 40 réunions avec le gouvernement de transition en vue de promouvoir une nouvelle législation et des réformes institutionnelles en faveur de la protection de l'enfance	15	Les réunions au niveau national ont porté principalement sur les propositions visant la création de moyens et sur l'évaluation de la mise en application des lois et des lacunes juridiques
Organisation de 200 sessions de formation/sensibilisation pour appuyer les organisations non gouvernementales et autorités locales chargées de la protection de l'enfance	256	Sessions de formation et de sensibilisation, y compris dans le contexte des réunions avec les autorités judiciaires et policières, ainsi qu'à l'occasion d'ateliers spéciaux ou de manifestations publiques
Réalisation de 12 missions d'enquêtes spéciales et rédaction de rapports sur les violations flagrantes des droits de l'homme, rédaction de 3 rapports thématiques sur les droits de l'homme et organisation de 2 réunions d'information spéciales à l'intention du Rapporteur spécial	8 3 2	Enquêtes spéciales Rapports thématiques Réunions d'information spéciales Le nombre inférieur d'enquêtes s'explique par les difficultés d'accès à certaines régions comme le centre du Katanga
Réalisation de 300 enquêtes sur des violations concernant des mineurs, priorité étant donnée à celles concernant des enfants en situation de conflit armé	498	Le nombre supérieur d'enquêtes tient aux investigations préliminaires auxquelles ont donné lieu certaines affaires de meurtre, enlèvement, violences sexuelles et affaires concernant des délinquants mineurs, y compris les interrogatoires d'enfants associés à des groupes armés
Réalisation d'enquêtes et constitution de dossiers sur 1 200 cas de violation des droits de l'homme, y compris de violences sexuelles, sur le territoire de la République démocratique du Congo; examen de ces cas	1 868	59 affaires ont fait l'objet d'investigations spéciales et 544 concernaient des violences sexuelles. Quatre cent soixante-dix-neuf cas confirmés ont été soit renvoyés aux autorités nationales pour suite à donner, soit à d'autres organismes ou organisations non gouvernementales auprès desquels les victimes et survivants pouvaient trouver assistance. Jusqu'à 15 % des affaires d'arrestation et de détention arbitraire ont pu être réglées par intervention directe
Contacts hebdomadaires avec les organes nationaux et internationaux chargés de lutter contre l'impunité et formulation de recommandations à cet égard	Oui	

Composante 4 : dimension humaine d'une paix durable

Réalisation escomptée 4.1 : amélioration de la situation humanitaire en République démocratique du Congo		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Les agents humanitaires ont accès sans danger à l'ensemble des déplacés et des populations démunies en République démocratique du Congo	Objectif atteint dans les 72 sites de déploiement d'observateurs militaires et dans la plupart des localités des 11 provinces de la République démocratique du Congo (3,4 millions de personnes déplacées, 380 000 réfugiés et 17 millions de personnes sous-alimentées). L'accès dans des conditions de sécurité a été temporairement interrompu dans certaines régions, du fait de la reprise de conflits locaux, notamment en mai-juin. Dans 25 % à peu près du pays il est toujours difficile d'accéder sans danger aux populations vulnérables du fait de l'insécurité qui règne dans les régions reculées et des contraintes logistiques	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
310 missions communes d'évaluation humanitaire effectuées par des institutions des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, en particulier dans les zones de conflit et les zones d'accès difficile	314	
Publication de 120 rapports quotidiens, 40 rapports hebdomadaires et 14 rapports spéciaux sur la situation humanitaire à des fins d'information, d'alerte rapide et de planification en cas d'imprévu, à l'intention des organisations humanitaires, des organisations non gouvernementales et des responsables des Nations Unies concernés	117 43 14	Rapports quotidiens Rapports hebdomadaires Rapports spéciaux Les produits ci-dessus représentent les rapports consolidés publiés au Quartier général de la MONUC. En outre, 976 rapports quotidiens, 290 rapports hebdomadaires et 182 rapports spéciaux ont été publiés dans les antennes locales
Tenue de 1 200 réunions (60 par responsable par an) dans 30 zones avec la communauté humanitaire, les gouvernements donateurs, les médias et les autorités locales afin de mettre en évidence les problèmes d'accès et les besoins humanitaires, y compris la protection des agents humanitaires et des civils, et d'y apporter une solution	1 206	

Tenue de 816 réunions (68 par responsable par an) avec les organismes des Nations Unies, les ONG et la société civile en vue d'identifier les zones de conflit local où l'aide humanitaire pourrait contribuer à renforcer la confiance	760	Réunions avec plus de 200 organisations humanitaires internationales et nationales (76 par responsable par an)
---	-----	--

Réalisation escomptée 4.2 : progrès en matière de réinsertion dans la société civile des enfants touchés par le conflit armé

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Les forces militaires mettent fin à l'utilisation d'enfants soldats en République démocratique du Congo	1 700 enfants soldats ont été démobilisés par les forces armées. La présence d'enfants dans les forces armées se perpétue en République démocratique du Congo, en l'absence d'un processus national de désarmement, démobilisation et réinsertion des enfants	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Tenue de 200 réunions avec les autorités militaires et politiques et la société civile en vue de mettre fin au recrutement d'enfants soldats	317	Le nombre supérieur de réunions par rapport au nombre prévu s'explique par le fait qu'à partir d'octobre 2003, il a été plus facile d'entrer en contact avec les autorités militaires sur le terrain, y compris dans la région de l'Ituri, pour envisager le retrait des enfants des groupes armés
Retour de l'ensemble des enfants en situation vulnérable dans leur famille et leur communauté	236	Enfants associés à des groupes armés qui ont transité par les centres de transit des organisations non gouvernementales, ou enfants séparés de leur famille
Organisation de réunions hebdomadaires avec l'UNICEF et les autres partenaires internationaux pour assurer la coordination des activités, y compris la fourniture d'un soutien logistique	Oui	

Réalisation escomptée 4.3 : progrès sur la voie de la réconciliation		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Création d'une ou de plusieurs commissions Vérité et réconciliation	Une consultation nationale sur les commissions Vérité et réconciliation a eu lieu du 25 au 28 février 2004 aux fins d'examen du projet de loi fondamentale portant création de la Commission Vérité et réconciliation (adopté le 30 juillet 2004)	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Mise au point d'initiatives Vérité et réconciliation en relation avec des conflits aux niveaux national et local	Oui	<p>Des avis ont été donnés à la Commission Vérité et réconciliation concernant les initiatives en relation avec des conflits aux niveaux national et local</p> <p>Organisation de consultations à Kalemie visant à convaincre la population d'accepter le retour des familles Banyamulengue qui avaient cherché refuge dans les locaux de la MONUC</p> <p>Organisation d'un atelier relatif aux modifications du règlement intérieur de la Commission Vérité et réconciliation</p> <p>Des avis ont été donnés quant au choix de 11 membres de la Commission</p> <p>Réunion de représentants de la société civile et de collecteurs de fonds pour examiner le rapport du Centre international pour la justice transitionnelle concernant la Commission Vérité et réconciliation</p>

Réalisation escomptée 4.4 : renforcement du respect accordé aux femmes et aux filles	
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Recul des violences sexuelles	Des violences sexuelles continuent de se produire, en particulier dans les zones de conflit notamment dans les zones de Bukavu, Goma et Bunia en Ituri; des allégations d'exploitation et d'abus sexuels impliquent du personnel militaire et civil de la Mission

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Réalisation de campagnes médiatiques (1 nationale et 4 locales), apport d'un appui quotidien aux organes locaux pour les aider à prévenir les actes de violence sexuelle et à offrir un soutien aux victimes	2	Des campagnes nationales ont été menées dans les médias, notamment une vaste campagne nationale organisée en collaboration avec le Ministère de la condition de la femme et de la famille Les campagnes locales ont été intégrées dans la deuxième campagne nationale menée dans toutes les 11 provinces et à Kinshasa

Réalisation escomptée 4.5 : progrès dans la lutte contre le VIH/sida		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Élargissement du programme national de lutte contre le VIH/sida à l'ensemble de la République démocratique du Congo	2 888 personnes appartenant à la nouvelle brigade intégrée et à la police civile nationale sont couvertes par le programme de lutte contre le VIH/sida	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Tenue de 100 réunions de mobilisation avec les responsables nationaux et locaux concernés	113	Y compris des réunions avec des dirigeants nationaux et locaux de la société congolaise

Composante 5 : appui

Réalisation escomptée 5.1 : apport à la mission d'un appui logistique et administratif efficace et rationnel	
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
La valeur d'inventaire des biens non encore passés par profits et pertes ou cédés sera ramenée d'environ 1 % de la valeur totale des biens au 30 juin 2003 à 0,5 % au 30 juin 2004	La valeur d'inventaire des biens, non encore passés par profits et pertes ou cédés pour cause d'obsolescence, de dommages, pertes et vols, était, au 30 juin 2004, de 2,5 %, chiffre qui correspond à une augmentation de 30 % de l'inventaire de la Mission
Le taux de disponibilité des véhicules légers de transport de passagers sera porté de 84 % de la flotte en 2002/03 à 88 % au 30 juin 2004	Objectif atteint

Le coût des dommages dus à des accidents concernant des véhicules des Nations Unies passera de 306 000 dollars au 30 juin 2003 pour une flotte de 1 537 véhicules, à 250 000 dollars au 30 juin 2004 pour une flotte de 1 647 véhicules	Chiffres réduit à 185 000 dollars pour une flotte de 1 664 véhicules (à l'exclusion des dommages résultant d'attaques)	
La durée d'indisponibilité des systèmes de télécommunication reliant les observateurs militaires aux postes de commandement de secteur sera ramenée de 7 % à 1 %	La durée d'indisponibilité restait de 7 %, ce qui s'explique par les difficultés d'accès aux sites reculés	
Le délai séparant la date d'approbation des demandes de fourniture de biens ou de services et la date de passation des marchés sera ramené de 120 à 90 jours pour 90 % des achats	Objectif atteint sur un échantillon de 600 demandes représentant 60 % des achats.	
Le règlement des sommes dues s'effectuera dans les 30 jours suivant la réception des factures au lieu de 60 jours	Objectif atteint pour 90 % des sommes dues à l'exception des cas dans lesquels la documentation était incomplète	
Le nombre de sites bénéficiant d'un accès direct aux installations médicales passera de 8 à 11	Accès direct aux installations médicales dans 15 sites	
La sécurité sera améliorée dans les six postes de commandement de secteur et assurée 24 heures sur 24, 365 jours par an	Le nombre des agents de sécurité a été augmenté	
Un accord en matière de sécurité sera conclu avant tout déploiement	Objectif atteint	
Le ratio combiné des agents recrutés dans les pays et des Volontaires des Nations Unies par rapport au personnel international sera porté de 58/42 % en 2002-2003 à 65/35 % en 2003-2004	Objectif atteint (sur la base de l'occupation moyenne des postes pendant l'exercice)	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Rédaction de 400 rapports d'enquêtes et mise au point de 8 plans d'évacuation pour raisons de sécurité en République démocratique du Congo	1 023 8	Enquêtes Plans d'évacuation Un plus grand nombre d'enquêtes que prévu a été mené à la suite des incidents auxquels ont donné lieu les violentes démonstrations de juin 2004

Production de cartes au moyen du Système d'information géographique	8 722	
Gestion et exploitation sur 18 sites de 25 avions et 29 hélicoptères (dont 14 appareils militaires) qui effectueront 37 000 heures de vol et consommeront 92,5 millions de litres de carburant aviation et lubrifiants	28 31 35 415 94,0	Avions Hélicoptères Heures de vol Millions de litres Le nombre effectif d'appareils correspond à la totalité des contrats passés sur toute l'année. Toutefois, le nombre total des appareils disponibles n'a jamais dépassé le nombre des appareils prévus
Mise en œuvre d'un processus intégré de planification des achats et de passation des marchés en vue d'optimiser les ressources	Oui	Objectif atteint grâce à la restructuration de la fonction gestion des contrats et au transfert des responsabilités de gestion des contrats des Services administratifs aux Services d'appui intégrés
Création et gestion de 9 établissements hospitaliers de niveau 1, 3 établissements de niveau 2, 1 hôpital sous contrat de niveau 4 à Pretoria et à Nairobi et 1 dispensaire/hôpital de niveau 3, et prestations de services d'appui à ces hôpitaux, sur la base de 60 000 patients non hospitalisés et 1 700 patients hospitalisés	10 2 2 1 76 819 2 916	Établissements de niveau 1 Établissements de niveau 2 Hôpitaux sous contrat, de niveau 4 Dispensaire-hôpital de niveau 2/3 Visites de patients non hospitalisés Hospitalisations
Déploiement, relève et rapatriement de 10 800 militaires et observateurs et 182 agents de la police civile	10 039	Soit un effectif moyen total pour le contingent de personnel et observateurs militaires de 9 926 personnes et pour le contingent de la police civile de 113 personnes
Administration de 2 656 contrats d'engagement de personnel civil (938 administrateurs et agents recrutés sur le plan international, 25 administrateurs recrutés sur le plan national, 1 274 agents recrutés sur le plan national et 419 Volontaires des Nations Unies)	1 745	Effectif moyen total : 637 administrateurs et agents recrutés sur le plan international, 823 agents recrutés sur le plan national et 285 Volontaires des Nations Unies
Entretien de 47 bâtiments en dur et préfabriqués sur 18 sites importants	61 18	Le nombre des bâtiments en dur et préfabriqués est plus élevé que prévu par suite du développement des sites existants Sites

Réalisation de 14 projets techniques (y compris des constructions nouvelles, des rénovations et des ouvertures/fermetures/transferts d'antennes locales)	15	Le nombre des projets est plus élevé par suite du développement des sites existants
Installation, exploitation et entretien sur 18 sites de 705 groupes électrogènes et gestion de la consommation de carburants et lubrifiants (7,3 millions de litres)	545 18 4,5	Groupes électrogènes Sites Millions de litres Le nombre de groupes électrogènes installés est inférieur au nombre prévu par suite de la réduction des secteurs 1 et 3 et du fait que le renforcement prévu du poste de commandement avancé de Kisangani n'a pas eu lieu, les besoins opérationnels ne l'exigeant plus
Installation et entretien de 13 unités d'épuration de l'eau et d'embouteillage réparties sur 7 sites	13 8	Unités Sites
Réparation de 50 km de routes et entretien de 250 km de routes	246	Kilomètres de routes ont été construits, réparés et entretenus
Entretien et exploitation de 1 322 véhicules, sur 18 sites, et gestion de la consommation de 8,9 millions de litres de carburants et lubrifiants	1 347 8,7	Véhicules Millions de litres de carburants et lubrifiants Le nombre de véhicules est plus élevé que prévu, par suite de l'achat de 16 véhicules à conduite à droite pour les opérations de Kampala/Entebbe et du retard apporté à la mise hors stocks des vieux véhicules Nissan
Entretien et exploitation de 325 véhicules lourds/spéciaux sur 18 sites	317 18	Véhicules Le nombre indiqué est inférieur au nombre prévu par suite des délais de livraison des véhicules de service des aérodomes Sites
Gestion d'un marché de services d'aérodrome passé auprès d'une entreprise commerciale et de 3 mémorandums d'accord conclus avec des pays fournissant des contingents pour la prestation de services dans 5 aérodomes	1 4 8	Entrepreneur commercial Mémorandums d'accord concernant la prestation de services aux aérodomes Aérodomes Les chiffres indiqués sont supérieurs aux chiffres prévus par suite de l'élargissement de la Mission

Amélioration des infrastructures d'aviation et de navigation dans six aéroports	Non	L'amélioration des aides à la navigation a été entreprise dans cinq aéroports. L'exécution de quatre projets importants d'amélioration des infrastructures de navigation a été reportée à l'exercice 2004/05 par suite des délais intervenus dans la passation des marchés
Rénovation, réparation et entretien de six aéroports	3	Réparations mineures dans trois aéroports, construction d'héliports dans quatre aéroports. L'exécution d'importants projets de rénovation et de remise en état concernant trois aéroports a été reportée à l'exercice 2004/05 par suite des délais intervenus dans la passation des marchés
Réalisation de 80 évacuations sanitaires par voie aérienne	155	Le nombre indiqué est supérieur au nombre prévu par suite des événements qui se sont produits à l'est du pays, à Kisangani et à Kinshasa
Vérification, contrôle et inspection du matériel appartenant au contingent et du matériel de soutien logistique autonome nécessaire pour 10 040 militaires	9 187	Effectif militaire moyen pour l'exercice considéré
Distribution de fournitures à l'ensemble des militaires, aux membres de la police civile, aux membres du personnel recrutés sur le plan international ou national et aux Volontaires des Nations Unies	Oui	
Location, gestion et exploitation de 30 pousseurs/barges et gestion de la consommation de 3,5 millions de litres de carburants et lubrifiants; transport de 9 000 t de marchandises par voie fluviale	27 1 690 000 2 806	Pousseurs/barges Millions de litres Tonnes Les chiffres indiqués sont inférieurs aux chiffres prévus du fait du redéploiement de contingents militaires à l'est du pays, dans des zones qui ne peuvent pas être approvisionnées par barge

Transport de 120 000 passagers et de 40 000 t de fret par voie aérienne	159 120 63 489	Passagers Tonnes Les chiffres indiqués sont supérieurs aux chiffres prévus par suite du redéploiement de personnels civil et militaire à l'est du pays
Mise en service de 55 circuits VSAT dans 48 sites	49 43	Circuits VSAT Sites Les chiffres indiqués sont inférieurs aux chiffres prévus par suite du démantèlement de quatre sites dans les secteurs 1 et 3 du fait que le renforcement prévu du poste de commandement avancé de Kisangani n'a pas eu lieu, les besoins opérationnels ne l'exigeant plus
Installation de 55 autocommutateurs desservant 13 700 usagers	48 11 784	Autocommutateurs mis en place (chiffre inférieur au chiffre prévu par suite de la réduction des secteurs 1 et 3) Usagers (moyenne de tout le personnel militaire et civil)
Installation, entretien et exploitation de 60 répéteurs et émetteurs	95	Chiffre supérieur au chiffre prévu par suite de l'installation de 15 amplificateurs pour la dorsale du réseau cellulaire de Kinshasa, et de 20 répéteurs et émetteurs supplémentaires de façon à étendre le réseau VHF classique à différents sites dans les secteurs
Installation de 27 liaisons hyperfréquences	43	Les chiffres indiqués sont supérieurs aux chiffres prévus du fait de l'élargissement de la Mission dans l'est du pays
Installation, entretien et exploitation de neuf studios radio et de trois relais radio	10 11	Studios radio Relais En outre, 21 émetteurs FM, 2 émetteurs mobiles FM et 2 émetteurs sur ondes courtes ont été rendus opérationnels pour appuyer les campagnes d'information du public

Gestion, entretien et réparation de 3 000 ordinateurs de bureau, 150 serveurs, 700 ordinateurs portables, 1 500 imprimantes et 200 scanners, répartis sur 48 sites	2 862 155 490 1 439 172 48	Ordinateurs de bureau Serveurs Ordinateurs portables Imprimantes Scanners Sites Les chiffres indiqués sont inférieurs aux chiffres prévus, l'équipement ayant été livré en juin 2004 et son installation reportée par suite des événements survenus à l'est du pays et à Kinshasa
Mise en place de réseaux étendus desservant 3 500 usagers	Oui	
Réalisation de 50 projets d'installation de systèmes répartis sur neuf sites	61 14	Projets Sites Les chiffres indiqués sont supérieurs aux chiffres prévus par suite de la décentralisation des systèmes vers les secteurs
Location, gestion et exploitation de neuf pousseurs/barges militaires (consommation : 4 860 000 l de carburant et 21 600 l de lubrifiant) et de neuf vedettes rapides (consommation : 43 200 litre de carburant et 2 160 l de lubrifiant)	7 921 261 6 172 8 13 787 667	Pousseurs/barges militaires Litres de carburant Litres de lubrifiant Vedettes rapides Litres d'essence Litres de lubrifiant Les chiffres indiqués sont inférieurs aux chiffres prévus faute d'un port centralisé à Kinshasa où puissent mouiller les moyens de transport maritime, et de la diminution du fret transporté par barge
Transport à bord d'aéronefs de la MONUC, en fonction de la place disponible, de 1 500 t de cargaison humanitaire	683	Le chiffre indiqué est inférieur au chiffre prévu, les opérations de la MONUC ayant exigé de plus importants transports aériens, ce qui n'a pas permis de répondre à toutes les demandes de transport du fret humanitaire.

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (2)-(1)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	40 836,8	41 309,8	(473,0)	(1,2)
Contingents	203 279,3	215 408,7	(12 129,4)	(6,0)
Police civile	6 171,0	6 016,2	154,8	2,5
Unités de police constituées	—	—	—	—
Total partiel	250 287,1	262 734,7	(12 447,6)	(5,0)
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	87 103,0	90 972,2	(3 869,2)	(4,4)
Personnel recruté sur le plan national	8 179,9	9 892,8	(1 712,9)	(20,9)
Volontaires des Nations Unies	12 543,2	11 697,7	845,5	6,7
Total partiel	107 826,1	112 562,7	(4 736,6)	(4,4)
Dépenses opérationnelles				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	—	50,5	(50,5)	—
Personnel fourni par des gouvernements	—	—	—	—
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants	165,7	160,4	5,3	3,2
Voyages	3 942,7	5 261,4	(1 318,7)	(33,4)
Installations et infrastructures	62 741,8	49 123,3	13 618,5	21,7
Transports terrestres	7 890,9	7 658,1	232,8	3,0
Transports aériens	156 058,8	149 517,5	6 541,3	4,2
Transports maritimes ou fluviaux	3 610,6	3 089,0	521,6	14,4
Transmissions	17 005,1	17 261,0	(255,9)	(1,5)
Informatique	6 974,3	5 328,1	1 646,2	23,6
Services médicaux	5 576,0	5 550,7	25,3	0,5
Matériel spécial	3 636,6	4 321,9	(685,3)	(18,8)
Fournitures, services et matériel divers	14 322,6	12 866,1	1 456,5	10,2
Projets à effet rapide	1 000,0	1 000,0	—	—
Total partiel	282 925,1	261 188,0	21 737,1	7,7
Total brut	641 038,3	636 485,4	4 552,9	0,7
Recettes provenant des contributions du personnel	11 647,5	12 114,2	(466,7)	(4,0)
Total net	629 390,8	624 371,2	5 019,6	0,8
Contributions volontaires en nature (budgétisées) ^a	2 274,0	2 345,8	(71,8)	(3,2)
Total	643 312,3	638 831,2	4 481,1	0,7

^a Les dépenses de 2003/04 correspondent aux contributions versées par la Fondation Hironnelle pour le financement des services de radiodiffusion de la Mission.

B. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	4 631,0
Recettes diverses ou accessoires	957,0
Contributions volontaires en espèces	–
Ajustements sur exercices antérieurs	10,0
Réduction ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs	22 686,0
Total	28 284,0

C. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Matériel majeur	
Contingents	
Matériel majeur	32 693,4
Soutien logistique autonome	
Installations et infrastructures	
Restauration (cuisines)	2 593,9
Mobilier et matériel de bureau	1 963,2
Électricité	2 003,2
Missions secondaires du génie	1 270,1
Blanchisserie et nettoyage	2 398,8
Matériels de campement	1 677,1
Hébergement	669,9
Magasins – divers	507,7
Matériel spécial	–
Fournitures pour la défense des périmètres (magasins)	4 621,8
Transmissions	
Transmissions	8 583,5
Services médicaux	
Services médicaux	4 276,4
Matériel spécial	
Neutralisation des explosifs et munitions	422,4
Observation	3 860,1
Identification	–

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Protection nucléaire, biologique et chimique	–
Total partiel	34 848,1
Total	67 541,5

<i>Facteurs approuvés pour la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Contraintes du milieu	1,8	1 ^{er} janvier 2004	–
Usage opérationnel intensif	1,3	1 ^{er} janvier 2004	–
Acte d'hostilité ou abandon forcé	3,1	1 ^{er} janvier 2004	–
B. Facteurs applicables au pays d'origine			
Différentiel de transport	0,0-2,5		

D. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur effective</i>
Accord sur le statut des forces ^a	321,6
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	–
Total	321,6

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Observateurs militaires	(473,0)	(1,2 %)

7. L'écart de 473 000 dollars tient à l'augmentation des montants consacrés à l'indemnité de subsistance (mission) entraînée par le déploiement accéléré des observateurs militaires. L'augmentation a été compensée en partie par des frais de déploiement, de relève et de rapatriement inférieurs à la moyenne (2 613 dollars en moyenne par personne, aller simple, alors que le montant budgétisé atteignait 2 750 dollars).

¹ Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis.

	<i>Écart</i>	
Contingents	(12 129,4)	(6,0 %)

8. L'écart de 12 129 400 dollars s'explique principalement par le déploiement accéléré des contingents et l'augmentation des frais de remboursement au taux standard du coût des contingents, des rations et du matériel appartenant aux contingents. L'ensemble des montants demandés avait été réduit d'environ 5 % en raison de l'application d'un taux d'abattement au titre du déploiement différé des contingents supplémentaires, notamment au titre du coût des contingents, mais le taux effectif de vacance de poste pour la période n'a été que de 0,6 %.

	<i>Écart</i>	
Police civile	154,8	2,5 %

9. L'écart de 154 800 dollars est dû à une réduction du nombre de voyages (aller simple) effectivement effectués par les membres de la police civile (120 contre les 251 qui avaient été planifiés) et a été contrebalancé en partie par une augmentation des dépenses au titre de l'indemnité de subsistance (mission) liée au déploiement accéléré du personnel de police civile. Pendant la période, 62 policiers ont été déployés et 29 ont été relevés.

	<i>Écart</i>	
Personnel international	(3 869,2)	(4,4 %)

10. L'écart de 3 869 200 dollars tient principalement à une augmentation des dépenses au titre de l'indemnité de subsistance (mission) et des dépenses communes de personnel relatives au personnel international, en partie compensée par une réduction des dépenses au titre des traitements du personnel international. L'augmentation des dépenses au titre de l'indemnité de subsistance (mission) s'explique par un taux moyen de vacance de poste, 14,9 %, inférieur au taux de 30 % appliqué au calcul de l'indemnité. L'augmentation des dépenses communes de personnel est due au fait que le montant des indemnités de fonction et de l'élément familial de ces indemnités a été prélevé sur les dépenses communes de personnel alors qu'il avait été initialement budgétisé au titre des traitements du personnel international. Le nombre de fonctionnaires internationaux dont le statut est régi par la série 100 du Règlement du personnel a été également plus élevé que prévu.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté dans le pays	(1 712,9)	(20,9 %)

11. L'écart de 1 712 900 dollars s'explique principalement par l'augmentation des dépenses au titre des traitements et des dépenses communes de personnel liée au fait qu'une plus grande proportion du personnel occupait un poste de la classe G-3 ou au-delà. Les montants estimatifs avaient été calculés sur la base du barème applicable à la classe G-2, échelon 1, mais 70 % du personnel occupaient des postes d'une classe supérieure.

	<i>Écart</i>	
Volontaires des Nations Unies	845,5	6,7 %

12. L'écart de 845 500 dollars tient principalement à un déploiement plus lent que prévu des Volontaires des Nations Unies. Les économies sont contrebalancées en partie par un relèvement du montant de l'indemnité de subsistance des Volontaires, qui est passé de 2 219 dollars à 2 428 dollars en mars 2004.

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	(50,5)	–

13. L'écart de 50500 dollars s'explique par le fait que l'on a eu recours aux services d'un ingénieur spécialisé dans la remise en état des aérodromes pendant les six mois compris entre le 1^{er} novembre 2003 et le 30 avril 2004.

	<i>Écart</i>	
Voyages	(1 318,7)	(33,4 %)

14. L'écart de 1 318 700 dollars tient principalement à l'augmentation des dépenses aux fins de l'appui administratif, logistique et fonctionnel offert aux différents secteurs et antennes dans l'ensemble du pays et dans la zone de la Mission, compte tenu du déploiement et du redéploiement des contingents et du personnel civil dans l'est du pays, en particulier dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. Les dépassements ont été compensés en partie par une diminution des dépenses au titre de la formation du fait de la hiérarchisation des programmes de formation et de l'accent mis sur l'organisation de séances de formation dans la zone de la Mission.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	13 618,5	21,7 %

15. L'écart de 13 618 500 dollars s'explique principalement par le report de plusieurs projets de remise en état d'aérodromes, qui seront exécutés pendant l'exercice budgétaire suivant en raison de retards intervenus dans les passations de marchés, par une réduction des besoins en ce qui concerne les groupes électrogènes, un certain nombre d'entre eux ayant été transférés à la MONUC par d'autres missions, et par une diminution des dépenses relatives au matériel de sécurité et anti-incendie et à la location de locaux due à la réduction des opérations dans les secteurs de Kananga et Mbandaka, à la fermeture des antennes et des centres de coordination et au maintien en l'état, sans agrandissement, du poste de commandement avancé à Kisangani. Les économies ont été contrebalancées en partie par une hausse des dépenses de construction et la comptabilisation à cette rubrique de dépenses liées au combustible diesel ayant servi aux véhicules (voir le paragraphe 16).

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	232,8	3,0 %

16. L'écart de 232 800 dollars tient principalement à la comptabilisation à la catégorie Installations et infrastructures des dépenses liées au combustible diesel qui a servi aux véhicules et est contrebalancé en partie par l'achat de 16 autres véhicules équipés d'un volant à droite pour les bureaux de Kampala et d'Entebbe (Ouganda) et une augmentation de la demande en pièces de rechange afin de réparer des véhicules plus anciens mis à rude épreuve par le mauvais état des routes dans le pays.

	<i>Écart</i>	
Transports aériens	6 541,3	4,2 %

17. L'écart de 6 541 300 dollars s'explique principalement par le fait que la Mission n'a pas acheté les instruments d'aide à la navigation et l'équipement d'éclairage en raison du report des projets de remise en état des aérodromes. En outre, le nombre d'heures de vol prévues pour les hélicoptères a été inférieur aux prévisions (14 433 heures contre les 17 560 heures inscrites au budget). Les économies ont été contrebalancées en partie par une augmentation des dépenses liées à un recours accru aux avions-cargos lourds et moyens de la Mission afin d'appuyer le déploiement de contingents dans la région de l'Ituri et aux primes du contrat cadre d'assurance responsabilité civile pour les opérations aériennes et de l'assurance-déplacement professionnel par hélicoptère.

	<i>Écart</i>	
Transports maritimes ou fluviaux	521,6	14,4 %

18. L'écart de 521 600 dollars est dû au fait que la Mission n'a loué que sept vedettes rapides et sept pousseurs alors qu'il était prévu qu'elle loue deux vedettes et deux pousseurs de plus pendant la période considérée.

	<i>Écart</i>	
Transmissions	(255,9)	(1,5 %)

19. L'écart de 255 900 dollars tient principalement à une augmentation des besoins au titre de l'achat de matériel de transmissions visant à appuyer l'élargissement des opérations dans l'est du pays et au titre du soutien logistique autonome des contingents. Les dépassements sont compensés en partie par la réduction des opérations dans les secteurs de Kananga et de Mbandaka, qui a entraîné une diminution des besoins en personnel temporaire recruté pour assurer les services d'appui aux transmissions et des dépenses liées aux communications assurées par des réseaux commerciaux du fait d'une moindre utilisation des services Inmarsat.

	<i>Écart</i>	
Informatique	1 646,2	23,6 %

20. L'écart de 1 646 200 dollars est imputable à une réduction des dépenses effectivement engagées au titre du matériel informatique du fait des coûts unitaires favorables obtenus avec les nouveaux contrats qui ont pris effet pendant la période considérée et le report de l'entrée en vigueur de l'accord conclu avec Microsoft à la fin de la période considérée concernant les licences de logiciels.

	<i>Écart</i>	
Matériel spécial	(685,3)	(18,8 %)

21. L'écart de 685 300 dollars s'explique par l'augmentation des dépenses liées au soutien logistique autonome en raison du déploiement accéléré des contingents.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	1 456,5	10,2 %)

22. L'écart de 1 456 500 dollars tient principalement à une réduction des besoins concernant la location à court et à long terme de barges fluviales du fait que les opérations de transport dans l'est du pays ne pouvaient pas se faire par la voie fluviale. Les économies ont été contrebalancées en partie par une augmentation des dépenses liées aux accessoires et pièces d'uniforme et au matériel de protection, notamment des gilets pare-éclats avec plaques de céramique.

V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre

23. Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre au sujet du financement de la MONUC portent sur les points suivants :

a) Affectation du solde inutilisé de 4 552 900 dollars relatif à l'exercice allant du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004;

b) Affectation des autres recettes afférentes à l'exercice clos le 30 juin 2004, d'un montant total de 28 284 000 dollars qui se décompose comme suit : intérêts créditeurs (4 631 000 dollars), recettes diverses ou accessoires (957 000 dollars), ajustements sur exercices antérieurs (10 000 dollars) et réduction ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs (22 686 000 dollars).